

CENTRE DE POLITIQUE PUBLIQUE DU GROUPE CSA

La boîte noire des résultats de l'enseignement supérieur au Canada

Decembre 2023

À propos du Centre de politique publique du Groupe CSA

Depuis plus de 100 ans, le Groupe CSA s'emploie à faire du Canada un endroit plus sûr et plus durable. Avec le mandat de viser un avenir plus responsable, nous nous intéressons de très près aux défis sociaux, économiques et environnementaux que doivent relever les décideurs politiques et les gouvernements vis-à-vis l'évolution des besoins des Canadiens. Le Centre de politique publique du Groupe CSA soulève des enjeux essentiels, produit des analyses réfléchies et suscite de nouvelles idées et avenues politiques pour relever les défis politiques les plus pressants au Canada. Tirant profit de la longue feuille de route de l'organisation en matière de création de consensus, nous facilitons les conversations, sensibilisons les intervenants aux enjeux émergents et faisons la promotion de solutions collaboratives qui reposent sur des données probantes.

www.csagroup.org/public-policy/

Le Centre de politique publique du Groupe CSA met l'accent sur quatre secteurs prioritaires

Promouvoir une croissance économique inclusive

Promouvoir la durabilité environnementale et la résilience face au climat

Soutenir l'innovation dans le secteur public

Améliorer la santé et le bien-être des Canadiens

À propos de Dais

Dais (en français, l'estrade) est la plateforme du Canada pour des politiques audacieuses et de meilleurs leaders. Nous sommes un institut de politique publique et de leadership à la Toronto Metropolitan University. Nous établissons des liens entre les gens, les idées et les décideurs afin de construire un Canada plus inclusif, innovant et prospère. Pour de plus amples renseignements, visitez dais.ca dais.ca

Toronto Metropolitan University

the dais

Auteurs

André Côté

Directeur des politiques et de la recherche, Dais

André (il/lui) a occupé divers postes au carrefour des politiques, de l'éducation, des finances et de la technologie. Il a été consultant en stratégie, conseiller principal, chef de l'exploitation, innovateur en technologie de l'éducation et auteur de nombreux articles et rapports. André est diplômé du programme de maîtrise en politique publique (MPP) de la Munk School (Université de Toronto) et de l'Université Queen's. andre.cote@torontomu.ca

Graham Dobbs

Économiste principal, Dais

Graham (il/lui) s'intéresse à la façon dont les individus réagissent aux changements du marché du travail et utilisent les nouvelles compétences et technologies. Il cherche passionnément à comprendre comment les entrepreneurs et les innovateurs créent de la valeur et dépassent les acteurs du marché avec de nouvelles idées et technologies. Graham soutient la recherche en économie au Dais. Il est titulaire d'une maîtrise ès arts en politique économique et d'un baccalauréat ès arts en économie avec distinction de l'Université McMaster.
Graham.dobbs@torontomu.ca | @gdobbs

Remerciements

Les auteurs tiennent à remercier Tianna Thompson pour son soutien à la recherche et sa contribution à ce rapport. Nous tenons également à remercier les réviseurs suivants du document pour leurs contributions généreuses et réfléchies au produit final : Julia Colyar, Fiona Deller, Jake Hirsch-Allen, Andrew Parkin et Jackie Pichette. Les opinions exprimées dans ce rapport, ainsi que toute erreur ou omission, relèvent de la seule responsabilité des auteurs.

Table des matières

Sommaire **5**

1. Introduction **8**
1.1 Objectifs, domaine d'application et méthodologie 9

2. État actuel du suivi des données et des résultats de l'enseignement supérieur au Canada **9**
2.1 Données sur l'enseignement postsecondaire au Canada 11
2.2 Analyses canadiennes sélectionnées des résultats de l'enseignement postsecondaire 18
2.3 Limites des données sur l'enseignement supérieur au Canada 19

3. Suivi des données et des résultats de l'enseignement supérieur dans d'autres pays **22**
3.1 États-Unis 22
3.2 Australie 24
3.3 Royaume-Uni 26
3.4 Leçons pour le Canada 27

4. Possibilités pour le Canada : Comment faire la lumière sur la boîte noire **28**

5. Conclusion **30**

Avis de non-responsabilit

Ce document a été produit par The Dais de la Toronto Metropolitan University et appartient à l'Association canadienne de normalisation. Il est conçu pour fournir des informations générales en ce qui concerne le sujet traité. Les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs. The Dais, la Toronto Metropolitan University et l'Association canadienne de normalisation ne sont pas responsables de quelque perte ou dommage qui pourrait résulter de votre confiance en cette publication ou de votre utilisation de celle-ci.

Sommaire

En tout temps, près de deux millions d'étudiants sont inscrits dans les universités et les collèges du Canada. L'enseignement supérieur est un secteur important, les revenus des institutions publiques totalisant 60 milliards de dollars par an. Le système d'éducation postsecondaire est reconnu comme essentiel à la prospérité du Canada et au développement de la population active, créant des opportunités économiques, la mobilité sociale, l'intégration des nouveaux arrivants et l'engagement civique des apprenants. Pourtant, il y a un manque alarmant de compréhension ou d'analyse des *résultats produits* par le système d'enseignement supérieur du Canada, qu'il s'agisse d'éclairer les politiques publiques, d'harmoniser le développement des compétences ou de s'assurer que les apprenants (et les bailleurs de fonds) en aient pour leur argent.

Ce rapport examine le suivi des résultats dans l'enseignement supérieur canadien et les notions connexes d'évaluation de la qualité et de la valeur, dans le but de façonner de meilleures politiques d'enseignement postsecondaire, de mieux planifier l'éducation et le marché du travail et d'aider les apprenants à naviguer dans leur cheminement de carrière.

Pourquoi les résultats de l'enseignement supérieur sont-ils importants ? Dans le marché canadien de l'enseignement postsecondaire en évolution rapide et de plus en plus concurrentiel d'aujourd'hui, il y a trois raisons irréfutables pour lesquelles le suivi des résultats est un impératif :

- **Transparence :** Fournir aux apprenants les informations requises pour prendre des décisions éclairées sur les options d'éducation et de formation
- **Amélioration :** Fournir aux prestataires d'enseignement supérieur et de formation les informations requises pour améliorer la prestation des programmes, l'expérience de l'apprenant et le succès après l'achèvement
- **Responsabilité :** Informer les gouvernements et les organismes de surveillance qui financent et établissent des politiques, des normes d'assurance de la qualité, de protection des consommateurs et de performance

Dans la première section du rapport, un examen de l'état actuel du suivi des résultats de l'enseignement supérieur au Canada révèle un certain nombre de limites. Les données sur les résultats provinciaux sont incompatibles et difficilement accessibles, navigables ou normalisées. Les données ne sont généralement pas comparables par type d'établissement entre les universités, les collèges et les programmes d'apprentissage. Les données ne sont pas disponibles à une granularité permettant l'évaluation et la comparaison au niveau de l'établissement et du programme. Une lacune clé au Canada est l'absence d'information sur les compétences des diplômés permettant d'aligner les données de l'enseignement postsecondaire sur l'information sur le marché du travail (IMT). Enfin, il n'existe pas de sources de données ou d'informations fiables pour les nouveaux types d'attestations, comme les microattestations, les certificats en ligne et les badges numériques. Au-delà du niveau provincial, les autres éléments importants de l'architecture de l'information sur l'éducation postsecondaire (EPS) sont décrits, y compris les établissements intergouvernementaux, le Gouvernement du Canada et la participation canadienne à des initiatives internationales.

La deuxième section analyse les données d'enseignement postsecondaire et les systèmes de suivi des résultats dans trois territoires pairs (les États-Unis, l'Australie et le Royaume-Uni) fournissant quelques leçons générales pour le Canada. Tout d'abord, les trois pays pairs disposent de systèmes et d'organismes nationaux dédiés à la collecte et à la diffusion de données sur les résultats d'enseignement postsecondaire. Deuxièmement, les trois pays pairs

offrent des données plus récentes et comparables au niveau national. Troisièmement, les pays pairs offrent aux étudiants et aux autres utilisateurs des outils de transparence qui permettent de comparer les établissements et les programmes à l'échelle nationale. Enfin, ces données facilitent la recherche innovante sur les politiques en matière d'enseignement supérieur. L'exemple américain démontre en particulier la puissance d'un système de données robuste sur l'enseignement supérieur avec un accès ouvert aux données pour permettre une analyse approfondie de la recherche qui stimule le débat et l'action des politiques publiques.

En se basant sur les constatations concernant la situation actuelle au Canada et les leçons comparatives tirées des pays pairs, la dernière section définit un ensemble de cinq mesures qui pourraient améliorer les systèmes de données et d'information sur l'enseignement postsecondaire au Canada - que nous appelons « IMT liée à l'apprentissage » parce que cette information devrait constituer un élément clé de l'écosystème d'information sur le marché du travail (IMT) du Canada.

- **Le Canada a besoin d'une direction et d'une coordination pancanadiennes sur les résultats de l'enseignement supérieur.** Les principaux organismes fédéraux, provinciaux et territoriaux, comme le Conseil des statistiques canadiennes de l'éducation (CSCE), le Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) (CMEC), le Conseil d'information sur le marché du travail (CIMT) et Statistique Canada, devraient être dotés des mandats et des ressources nécessaires pour faire progresser cet effort pancanadien.
- **Le Canada a besoin d'une infrastructure nationale de données d'apprentissage en libre accès.** Comme ses trois pairs, le Canada a besoin d'une institution nationale pour agir en tant que service public pour les données sur l'éducation, responsable de la collecte, de la conservation et du partage des données brutes pour l'intérêt commun.
- **Les responsables de politiques devraient utiliser des leviers de financement pour obliger la production de rapports de résultats comparables et granulaires.** Les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux du Canada devraient également utiliser leurs leviers de financement et



de réglementation pour obliger la production de rapports de données comparables entre les différents types de fournisseurs et les provinces. Ces rapports devraient être détaillés au niveau des fournisseurs et des programmes.

- **Les données sur les résultats d'enseignement postsecondaire devraient être liées à l'IMT pour les emplois et les compétences en demande.** La prochaine étape pour l'écosystème de la main-d'œuvre au Canada devrait inclure la mise en correspondance des programmes et attestations d'EPS avec les emplois et les compétences sur le marché du travail, afin de fournir ce lien essentiel aux diplômés et aux employeurs.
- **Les apprenants et les travailleurs ont besoin de meilleurs outils de transparence et de navigation de l'EPS, ainsi q**ue d'un soutien à l'orientation professionnelle. Ces outils devraient être développés avec des groupes d'utilisateurs clés (p. ex., les élèves, les parents, les professionnels de l'orientation de la maternelle à la fin du secondaire et de l'EPS) et intégrés dans les services d'orientation et de main-d'œuvre des écoles secondaires afin de concentrer le soutien sur les apprenants qui en ont le plus besoin.

Comme on dit : *Mesurez ce qui compte.* Ce rapport est conçu comme un « appel à l'action » pour les dirigeants de l'enseignement supérieur, les responsables de politiques, les groupes d'étudiants et les autres parties prenantes clés du Canada. Il est temps d'ouvrir la boîte noire.



Il y a un manque alarmant de compréhension ou d'analyse des résultats produits par le système d'enseignement supérieur du Canada, qu'il s'agisse d'éclairer les politiques publiques, d'harmoniser le développement des compétences ou de s'assurer que les apprenants (et les bailleurs de fonds) en aient pour leur argent.

1. Introduction

Bon an mal an, près de deux millions d'étudiants sont inscrits dans les universités et les collèges du Canada, représentant environ 5 % de la population du Canada.[1] L'enseignement supérieur est un secteur important, les revenus des institutions publiques totalisant 60 milliards de dollars par an, principalement par le biais de subventions et d'investissements des gouvernements fédéral et provinciaux ainsi que des frais de scolarité et autres frais par les apprenants.[2] Le système d'éducation postsecondaire est reconnu comme essentiel à la prospérité du Canada et au développement de la population active, créant des opportunités économiques, la mobilité sociale, l'intégration des nouveaux arrivants et l'engagement civique des apprenants. Pourtant, il y a un manque alarmant de compréhension ou d'analyse des *résultats produits* par le système d'enseignement supérieur du Canada, qu'il s'agisse d'éclairer les politiques publiques, d'harmoniser le développement des compétences ou de s'assurer que les apprenants (et les bailleurs de fonds) en aient pour leur argent.

Certains résultats au niveau du système ou de l'établissement sont suivis. Par exemple, les taux d'achèvement sont d'environ 75 % dans les programmes universitaires publics au Canada et de 60 % dans les collèges publics, avec de grandes variations entre les établissements. Le taux de défaut de remboursement des prêts étudiants canadiens était de 7 % en 2020, en baisse par rapport à 15 % en 2010.[3] Les taux d'emploi à temps plein des diplômés oscillent autour de 80 %, et les revenus médians des diplômés après deux ans dépassent le revenu personnel médian du Canada.[4] Finnie et coll., à l'aide d'un modèle reliant les données sur l'enseignement postsecondaire et les données fiscales, ont entrepris la recherche la plus importante sur les revenus des diplômés par domaine d'études, la conclusion principale étant que même les diplômés des domaines à faible revenu dépassent les salaires du barista de café typique.[5] En utilisant des méthodes similaires, Frenette et Handler constatent que les programmes d'enseignement postsecondaire courts ont tendance à produire des gains salariaux pour les travailleurs récemment licenciés.[6]

Cependant, au-delà de ces types d'instantanés agrégés au niveau du système, il y a peu de données, d'informations et d'analyses publiques pour comprendre la qualité ou les résultats de programmes d'études universitaires ou collégiales *spécifiques*. Cela pose un défi constant pour les responsables de politiques, les employeurs et les développeurs d'effectifs postsecondaires, qui ont du mal à relier les données sur l'achèvement des études postsecondaires et les attestations à l'information sur le marché du travail (IMT) et à la demande de compétences dans l'économie.[7] Cette absence d'informations sur l'enseignement postsecondaire et d'analyses des résultats est de plus en plus reconnue comme étant un obstacle majeur pour les apprenants. Alors que les apprenants déclarent aujourd'hui que l'obtention d'emploi et la carrière sont leurs principaux objectifs lorsqu'ils poursuivent des études supérieures, ils ont du mal à prendre des décisions éclairées sur ce qu'ils doivent étudier et sur ce qu'ils peuvent espérer de leurs études.[8] Cela a conduit à des appels à l'amélioration des données et des informations sur l'enseignement postsecondaire (que nous appelons « IMT liée à

1 Statistique Canada. (7 décembre 2022). *Statistiques sur l'*éducation, la formation et l'*apprentissage*. https://www.statcan.gc.ca/fr/sujets-debut/education_formation_et_apprentissage

2 Statistique Canada. (3 août 2023). *Revenus des universités selon le type de revenus et le type de fonds (en dollars canadiens courants) (x 1 000).* https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=3710002601 et Statistique Canada. (7 décembre 2022). *Revenus des collèges par type de revenus et de fonds (en dollars canadiens courants) (x 1 000).* https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=3710002801

3 Emploi et Développement social Canada. (2023). *Rapport annuel du Programme canadien d'aide financière aux étudiants pour 2021 à 2022*. https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/prets-bourses-canadiens-etudiants/rapports/annuel-pcafe-2021-2022.html#mesure

4 Usher, A. (2022). *The State of Postsecondary Education in Canada, 2022*. HESA. https://higheredstrategy.com/wp-content/uploads/2022/09/SPEC_2022-1.pdf

5 Finnie, R., Afshar, K., Bozkurt, E., Miyairi, M., & Pavlic, D. (26 juillet 2016). *Barista or Better? New Evidence on the Earnings of Post-Secondary Education Graduates: A Tax Linkage Approach*. Education Ottawa: Education Policy Research Initiative. https://ruor.uottawa.ca/bitstream/10393/42190/1/EPRI-ESDC%2bTax%2blinkage_Report.pdf

6 Frenette, M., & Handler, T. (23 novembre 2022). Les programmes d'études postsecondaires courts ou les crédits hors programme sont-ils utiles pour les travailleurs qui ont récemment perdu leur emploi ? Statistique Canada. https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/36-28-0001/2022011/article/00003-fra.htm

7 Voir par exemple Rivera, D., Zachariah, J., Rajabi, Y., & Willoughby, R. (29 mai 2020). *Ahead by a Decade: Employment in 2030*. Brookfield Institute for Innovation + Entrepreneurship. https://brookfieldinstitute.ca/report/ahead-by-a-century-employment-in-2030/

8 *Voir* par exemple le projet d'étude d'opinion publique du Conseil d'information sur le marché du travail, une enquête à grande échelle auprès de personnes et d'organisations qui a permis de mieux comprendre l'accès et l'utilisation de l'information par les étudiants pour prendre leurs décisions en matière d'éducation, de travail et de carrière. https://lmic-cimt.ca/fr/donnees/projet-detude-dopinion-publique/

l'apprentissage »[9]) en tant qu'intrant clé pour aider les étudiants à prendre des décisions pour leur choix de programme et à naviguer dans le cheminement de carrière[10] – et pour de meilleurs indicateurs de performance en général.[11]

1.1 Objectifs, domaine d'application et méthodologie

Ce rapport examine le suivi des résultats dans l'enseignement supérieur canadien et les notions connexes d'évaluation de la qualité et de la valeur. Dans le but de façonner de meilleures politiques d'enseignement postsecondaire, de mieux planifier l'éducation et le marché du travail et d'aider les apprenants à naviguer dans leur cheminement de carrière, le rapport aborde trois questions :

1. **Comment les données et les résultats de l'enseignement supérieur sont-ils actuellement suivis au Canada, et quelles sont les limites pour les apprenants, les établissements et les responsables de politiques ?**
2. **Comment le Canada se compare-t-il aux systèmes de rapports de données sur l'enseignement postsecondaire et d'analyse des résultats des pays pairs, et quelles sont les leçons pertinentes ?**
3. **Quels systèmes, politiques, rapports de données et interventions en matière d'infrastructure postsecondaire pourraient combler les lacunes du système « d'IMT liée à l'apprentissage » postsecondaire du Canada ?**

Pour la première moitié de ce rapport, l'analyse documentaire, l'analyse des données secondaires et des conversations informelles avec des experts en la matière ont été utilisées pour tenter de mieux comprendre les lacunes de l'IMT liée à l'apprentissage au Canada. Ceci est suivi d'un examen des politiques, des établissements et des outils de données pour le suivi des résultats dans trois pays pairs (les États-Unis, l'Australie et le Royaume-Uni) pour évaluer comment le Canada se compare et révéler des approches efficaces et d'autres modèles pour l'IMT liée à l'apprentissage que le Canada pourrait modéliser. Enfin, le rapport met en évidence les implications politiques pertinentes et les opportunités concrètes pour les responsables de politiques canadiens et le système d'enseignement postsecondaire.

2. État actuel du suivi des données et des résultats de l'enseignement supérieur au Canada

Les débats sur les résultats de l'enseignement supérieur existent depuis longtemps au Canada et dans le monde.[12] Bien que ce court article ne cherche pas à ressasser de vieilles idées, il est utile d'établir *pourquoi* le suivi des résultats est de plus en plus important. En général, il y a trois raisons :

- **Transparence** : Fournir aux apprenants, ainsi qu'aux parents, aux praticiens de l'orientation professionnelle et aux autres personnes qui les aident, les informations requises pour prendre des décisions éclairées sur les options d'éducation et de formation
- **Amélioration** : Fournir aux prestataires d'enseignement supérieur et de formation les informations requises pour améliorer la prestation des programmes, l'expérience de l'apprenant et le succès après l'achèvement
- **Responsabilité** : Informer les gouvernements et les organismes de surveillance qui établissent et font respecter les politiques et qui supervisent les mécanismes de financement ainsi que les normes d'assurance de la qualité, de protection des consommateurs et de performance pour les prestataires.

9 Nous utilisons le terme « IMT liée à l'apprentissage » comme raccourci pour désigner les informations et les données sur les programmes, les diplômes et les résultats de l'enseignement postsecondaire qui pourraient être liées aux données sur les professions et les compétences plus communément considérées comme des informations sur le marché du travail (IMT).

10 Voir Bonen, T., & Oschinski, M. (6 janvier 2021). *Pour rentabiliser ses investissements dans le développement des compétences, le Canada doit mettre en place un système d'information reliant formations, compétences et emplois.* Institut de recherche en politiques publiques. https://irpp.org/fr/research-studies/mapping-canadas-training-ecosystem-much-needed-and-long-overdue/

11 Weingarten, H.P., Hicks, M., Kaufman, A., Chatoor, K., MacKay, E., & Pichette, J. (3 mai 2019). Des paramètres pour l'enseignement postsecondaire au 21e siècle. Conseil ontarien de la qualité de l'enseignement supérieur. https://heqco.ca/fr/pub/des-parametres-pour-lenseignement-postsecondaire-au-21e-siecle/

12 Voir par exemple : OCDE. (2022). *Regards sur l'*éducation *2022 : Les indicateurs de l'OCDE.*https://www.oecd-ilibrary.org/fr/education/regards-sur-l-education_19991495

Malgré ces raisons irréfutables, les exigences, les processus, les infrastructures et les normes de collecte de données pour le suivi des résultats liés à ces objectifs restent sous-développés. Cela peut s'expliquer par quelques facteurs déterminants. Comme Weingarten et coll. l'ont noté, les gouvernements provinciaux et les établissements d'enseignement postsecondaire se sont concentrés sur le suivi *des intrants* de l'enseignement postsecondaire tels que les inscriptions et les dépenses pour l'emploi des professeurs, les installations, l'aide aux étudiants et les ressources telles que les fonds de bibliothèque.[13] Il y a eu de la résistance aux efforts visant à élargir le suivi des *résultats* ou de l'*impact*, en partie parce qu'il a été reconnu que la mission des universités et des collèges s'étend au-delà de l'éducation axée sur l'emploi et du développement des compétences dans des domaines qui sont mal adaptés à l'évaluation quantitative, par exemple, la croissance personnelle et intellectuelle des apprenants, la découverte scientifique, l'engagement civique et le développement communautaire. Parallèlement, au Canada et dans les systèmes pairs, la *qualité* des prestataires, des programmes et des attestations et diplômes est évaluée par des mécanismes *ex ante* (avant), plutôt que par une évaluation *ex post* (après) des résultats. Cette évaluation de la qualité se fait principalement à l'aide de processus réglementaires provinciaux visant à approuver de nouveaux établissements d'enseignement et la capacité d'attribuer des attestations et des diplômes ainsi que sur les cadres et organismes de qualification pour l'approbation de nouveaux programmes et des attestations associées, y compris les diplômes et certificats.[14]

Bien que ces processus d'assurance de la qualité puissent être un indicateur utile pour évaluer les résultats *potentiels* des prestataires et la conception ou l'alignement d'un nouveau programme à la demande du marché du travail, ils sont évidemment limitatifs. Cela est particulièrement vrai dans le marché de l'enseignement postsecondaire actuel qui évolue et se fragmente rapidement. Les universités et les collèges publics du Canada sont maintenant en concurrence avec les collèges d'enseignement professionnel privés existants et nouveaux comme les formations intensives de codage, la formation de la main-d'œuvre et les fournisseurs de programmes de perfectionnement; ainsi que les universités privées récemment lancées et les joueurs étrangers comme Northeastern University; sans oublier les plateformes en ligne mondiales comme Coursera, LinkedIn Learning et les Google's Career Certificates. L'environnement des attestations est également devenu beaucoup plus complexe. Des recherches menées aux États-Unis ont révélé que le nombre d'attestations uniques a explosé pour atteindre près d'un million, dont plus de la moitié dans des formats « alternatifs » tels que les microattestations et les badges numériques.[15] Comme aux États-Unis, ces nouveaux types d'attestations ne relèvent pas des cadres de qualification du Canada.

En résumé, pourquoi pensons-nous que l'amélioration du suivi des résultats postsecondaires devrait être une priorité aujourd'hui ? Pour les gouvernements et les responsables de politiques de l'enseignement supérieur, en l'absence de suivi robuste des résultats, il est beaucoup plus difficile de garantir la qualité de l'enseignement supérieur, de protéger les consommateurs et de valider les retombées des politiques et du financement de l'enseignement supérieur. Pour les établissements d'enseignement postsecondaire et les décideurs, l'absence de données cohérentes sur les résultats limite les possibilités d'amélioration dans un environnement concurrentiel et rend plus difficile de démontrer sa valeur pour les apprenants potentiels, les employeurs, les communautés locales et les autres parties intéressées.

Plus important encore pour les apprenants potentiels et ceux qui les conseillent, ce nouveau marché offre non seulement plus de choix et des parcours d'apprentissage professionnels variés, mais aussi un ensemble beaucoup plus intimidant d'options à différencier et entre lesquelles naviguer. Les informations accessibles sur les programmes peuvent mieux éclairer les choix des apprenants qui cherchent à aligner leurs objectifs de carrière et des facteurs tels que le coût, la structure du programme et l'adaptation à la vie avec des

13 Weingarten, H.P., Hicks, M., Kaufman, A., Chatoor, K., MacKay, E., & Pichette, J. (2019). *Des paramètres pour l'enseignement postsecondaire au 21e siècle.* Toronto : Conseil ontarien de la qualité de l'enseignement supérieur.

14 Cette section est adaptée de Côté, A., Olsen, D., & Hirsch-Allen, J. (novembre 2021). *Naviguer sur le marché désordonné de l'éducation et de la formation au Canada pour favoriser l'apprentissage axé sur la carrière*. Centre des Compétences futures et Blueprint. https://fsc-ccf.ca/wp-content/uploads/2021/12/CCF-RCP-EdTraining-Nov20-FR.pdf

15 Credential Engine. (2021). *Counting US Post-secondary and Secondary* Credentials (2021). https://credentialengine.org/resources/counting-u-s-postsecondary-and-secondary-credentials-2021/

informations sur les résultats qui garantissent un bon retour sur investissement. Certes, le défi du « dernier kilomètre » de la transition des diplômés vers le travail a attiré l'attention des employeurs et des établissements d'enseignement, mais il ne faut pas oublier le problème du « premier kilomètre ». Comme le décrivent Dawson et Flynn : « Les apprenants d'aujourd'hui ont besoin non seulement de financement, mais aussi d'une meilleure compréhension des résultats sur le marché du travail et des cheminements de carrière qui leur permettront de dépenser judicieusement leur temps et leur argent pour les études. »[16]

2.1 Données sur l'enseignement postsecondaire au Canada

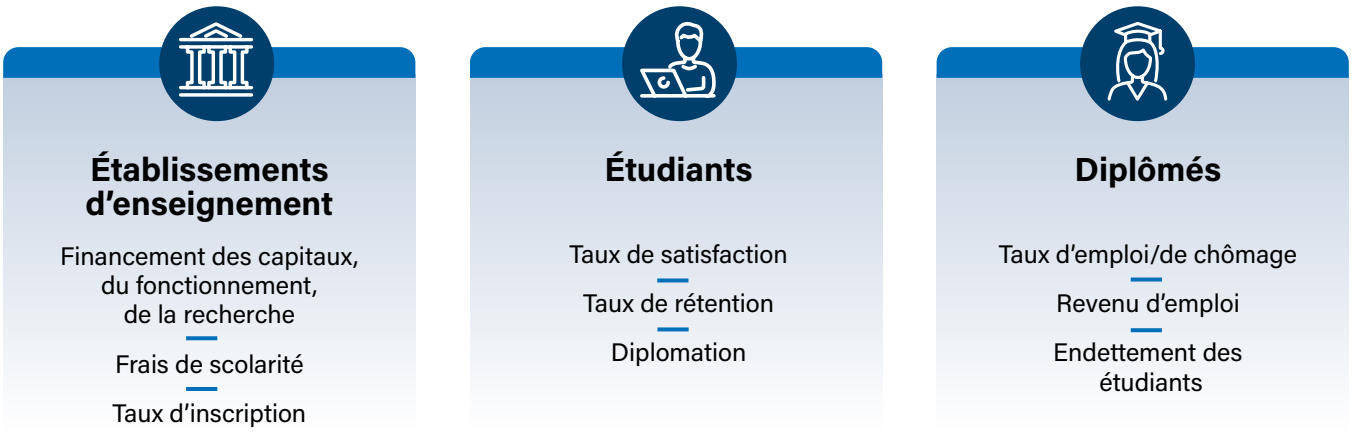
Cette section décrit le paysage des données sur l'enseignement postsecondaire au Canada en 2023, y compris pour le suivi des résultats. La première partie décrit les données recueillies et mises à disposition par les provinces;[17] la seconde présente les données recueillies ou agrégées par le gouvernement fédéral et par l'intermédiaire d'organismes internationaux. Quelques exemples d'initiatives prises par des organismes non gouvernementaux pour agréger et rendre les données accessibles sont également mis en évidence.

2.1.1 Données provinciales sur l'enseignement postsecondaire

Étant donné que l'enseignement supérieur relève de la compétence des 13 provinces et territoires, les ministères de l'Éducation à travers le pays sont des acteurs clés dans l'obligation de rendre compte des résultats de l'enseignement postsecondaire (EPS) pour les universités et les collèges publics (et parfois privés), liés aux cadres politiques et au financement pour le fonctionnement, les immobilisations et l'aide aux étudiants.

Les données recueillies auprès des établissements postsecondaires sont extraites directement des systèmes d'information des étudiants (rétention, achèvement, domaine d'études, notes) ou par enquête auprès des étudiants (satisfaction, taux d'emploi, profession après l'obtention du diplôme). Les données sont rendues publiques ou diffusées de plusieurs manières. Les gouvernements provinciaux publient souvent les tableaux de données par le biais de portails de données gouvernementaux propres à l'éducation ou ouverts et fournissent parfois des outils ou des rapports d'analyse de données. Ces données sont également communiquées aux agences fédérales et reflétées dans les sources de données nationales examinées ci-dessous. Les établissements postsecondaires publient parfois les données par l'intermédiaire de leurs bureaux de recherche et d'analyse. Les tableaux de données ou produits d'analyse de données sont également diffusés par des associations d'enseignement postsecondaire ou des organismes de recherche sur les politiques.

Les types de données sur l'enseignement postsecondaire collectées et mises à disposition se répartissent généralement en trois catégories :



16 Dawson, T., & Flynn, M. (13 avril 2021). "Building the Workforce of the Future Will Take More Than Money." *Barron's*. www.barrons.com/articles/building-the-workforce-of-the-future-will-take-more-than-money-5161831877

17 Bien que les territoires aient également une compétence pour l'enseignement postsecondaire au Canada, les auteurs les omettent dans cette étude en raison de leur faible empreinte.

Une analyse pancanadienne des données sur l'enseignement postsecondaire a été entreprise, l'analyse se concentrant sur quelques critères d'évaluation clés :

- **Disponibilité des données** : La province met-elle des données à la disposition du public ?
- **Exhaustivité et cohérence des données** : Les données comprennent-elles les trois types énoncés ci-dessus (c.-à-d. établissements, étudiants et diplômés) ?
- **Comparabilité des données** : Les résultats de l'enseignement universitaire, collégial et des programmes d'apprentissage sont-ils disponibles pour permettre la comparaison entre les établissements ou les types de parcours ?
- **Granularité des données** : Les données sont-elles ventilées par établissement et par programme spécifique pour la province ?
- **Accessibilité aux utilisateurs de données** : Les données sont-elles facilement récupérées ou accessibles via un format tabulaire ouvert, téléchargeable, lisible par machine (par exemple, via des portails de données ouverts) ?
- **Navigabilité pour les étudiants et les autres utilisateurs** : Existe-t-il un outil de données permettant des comparaisons ou des visualisations, des tableaux de bord ou des tracés qui permettent une expérience utilisateur fluide pour un étudiant et/ou un utilisateur non familiarisés avec la lecture de données ?

Une brève description de chaque province se trouve dans les sections ci-dessous. Le tableau 1 présente un résumé de l'analyse des résultats dans toutes les provinces.

Quelques conclusions générales ressortent. Tout d'abord, **bien que les données soient *disponibles* dans la plupart des grandes provinces et parfois *comparables* entre les types d'**établissements, elles accusent souvent quelques années de retard par rapport au dernier trimestre scolaire terminé, ce qui limite leur utilité. En raison du retard de publication, la comparaison entre les territoires est difficile et, dans la plupart des cas, impossible pour toutes les provinces au cours d'une même période. Deuxièmement, les **données dans la plupart des provinces ne sont pas *granulaires* au niveau de l'**établissement et du domaine/programme. Il est donc plus difficile pour

Tableau 1 : Résumé de l'analyse des données pancanadiennes sur l'enseignement supérieur Scan

Catégories	BC	AB	SK	MB	ON	QC	NB	PEI	NS	NFLD
Disponibilité (rapport annuel, rapport de recherche)	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Exhaustivités (c.-à-d. trois types de résultats : établissements, étudiants, diplômés)	X	X	X		X	X				
Comparabilité (entre les types d'établissements)	X	X	X	X	X	X				X
Granularité (données spécifiques à l'établissement et au programme)	X				X					
Accessibilité (format ouvert, téléchargeable, lisible par machine)	X		X	X	X					
Navigabilité (outil de visualisation de données ou de tableau de bord)	X		X							

les étudiants, les responsables de politiques et les employeurs potentiels d'examiner concrètement les résultats pour planifier un cheminement de carrière ou encore évaluer le rendement ou l'utilité sur le marché du travail. Troisièmement, **bien qu'elles soient *accessibles* sous forme de données ouvertes et téléchargeables dans certaines régions du pays, les données ne sont généralement pas présentées de manière facilement navigable pour les personnes qui ne sont pas des utilisateurs de données** (comme les étudiants, les parents ou les professionnels de l'orientation). Cela rend très difficile l'analyse du type de programme, de l'établissement ou de la province.

Colombie-Britannique

Le ministère de l'Éducation postsecondaire et des Compétences futures de la Colombie-Britannique, avec plusieurs organisations et établissements participants, recueille chaque année plusieurs enquêtes auprès des étudiants sur l'emploi, la formation continue, l'endettement, le développement des compétences, l'évaluation et la satisfaction du programme. Il fournit également un outil de visualisation (figure 1) pour naviguer et organiser les données pour les publics intéressés.[18]

Alberta

Le système d'information sur l'enseignement postsecondaire de l'Alberta rend compte chaque année des résultats en matière de satisfaction, d'endettement et d'emploi.[19] Il est disponible pour les diplômés collégiaux et universitaires. Il lui manque des données lisibles par machine ou la capacité de visualiser les informations.

Saskatchewan

Le ministère de l'Enseignement supérieur de la Saskatchewan élabore chaque année des indicateurs sur l'obtention du diplôme, les inscriptions, la démographie, les revenus et les dépenses.[20]
La Saskatchewan mène également une enquête sur

Figure 1 : Visionneuse de données sur les résultats des étudiants de la Colombie-Britannique

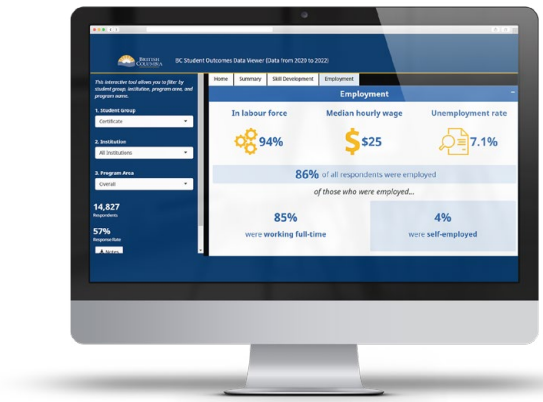
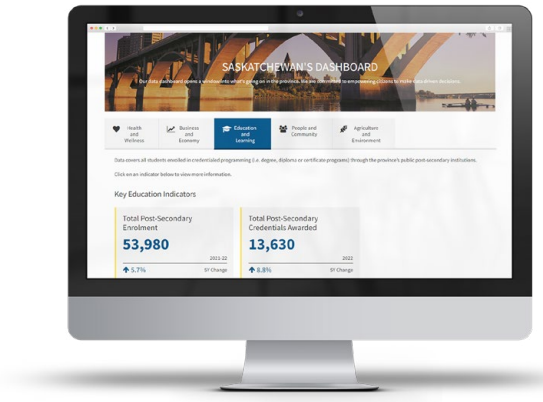


Figure 2 : Tableau de bord de l'éducation et de l'apprentissage de la Saskatchewan



l'accessibilité, la valeur et l'emploi après l'obtention du diplôme.[21] Le site héberge un tableau de bord de données qui permet la comparabilité dans le temps et une fonction de téléchargement de données.[22]

Manitoba

Le Manitoba héberge, dans des formats lisibles par machine, ses informations sur l'enseignement postsecondaire sur les données démographiques, les inscriptions, les frais de scolarité et la diplomation.[23]

18 Gouvernement de la Colombie-Britannique. (Consulté en juin 2023) « Visionneuse de données sur les résultats des étudiants de la Colombie-Britannique (données 2020 à 2022). » https://bcstats.shinyapps.io/so_data_viewer

19 Gouvernement de l'Alberta. (Consulté en juin 2023) « Post-secondary system—Data collection and research. » https://alberta.ca/data-collection-research.aspx

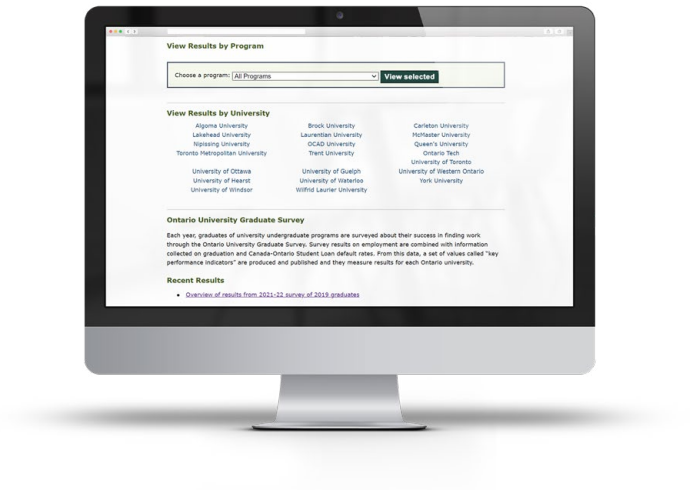
20 Gouvernement de la Saskatchewan. (2022). « Post-Secondary Education Indicators Project ». https://saskatchewan.ca/residents/education-and-learning/universities-colleges-and-schools/post-secondary-education-indicators-project

21 Gouvernement de la Saskatchewan. (2022). « Graduate Outcomes Survey. » https://www.saskatchewan.ca/residents/education-and-learning/universities-colleges-and-schools/graduate-outcomes-survey

22 Gouvernement de la Saskatchewan. (2022). « Saskatchewan's Dashboard. » https://dashboard.saskatchewan.ca/education-learning

23 Gouvernement du Manitoba. (2020). « Enseignement postsecondaire ». https://www.edu.gov.mb.ca/des/statistiques.html

Figure 3 : Portail des partenaires en éducation postsecondaire de l'Ontario



Le Manitoba ne mène pas d'enquêtes supplémentaires et n'a pas non plus d'outil pour comparer les données. La province a mené une enquête auprès des diplômés en 2009, mais ne l'a pas encore répétée.[24]

Ontario

Le ministère des Collèges et Universités de l'Ontario fournit le Portail des partenaires en éducation postsecondaire, une politique en ligne et un portail de données pour les indicateurs de rendement des collèges privés aux établissements postsecondaires publics.[25] Il héberge quelques enquêtes supplémentaires pour la province, comme Enquête auprès des diplômés des universités de l'Ontario et Situation professionnelle, qui décrivent la satisfaction, la diplomation et les résultats en matière d'emploi après l'obtention du diplôme au niveau du programme pour tous les collèges. La grande quantité d'informations n'est pas facilement navigable et il manque un outil pour visualiser ou comparer ces données entre les établissements, les années ou les programmes.

Québec

Le ministère de l'Éducation du Québec fournit les enquêtes Relance qui, dans des rapports annuels, présentent les données démographiques sur les inscriptions, l'achèvement et les résultats sur le marché du travail postuniversitaire des diplômés de formations techniques collégiales et des diplômés universitaires.[26] Les données ne sont pas lisibles par machine et il n'a pas non plus d'informations au niveau des établissements ni d'outil pour comparer les données dans le temps ou entre les programmes.

Provinces Maritimes

La Commission de l'enseignement supérieur des provinces Maritimes (CESPM), qui représente les trois provinces du Nouveau-Brunswick, de l'Île-du-Prince-Édouard et de la Nouvelle-Écosse, mène une enquête conjointe sur les résultats des diplômés.[27] Bien que la commission recueille des informations fondamentales sur les étudiants, les finances et les résultats sur le marché du travail, elle manque de données sur la satisfaction, les compétences ou les résultats au niveau collégial. Elle n'offre également aucun aperçu au niveau des établissements. Individuellement, le Nouveau-Brunswick fournit des rapports annuels sur l'éducation postsecondaire globale dans la province.[28] L'Île-du-Prince-Édouard n'a pas d'indicateurs de l'éducation postsecondaire sur son site du ministère de la Main-d'œuvre, des Études supérieures et de la Population.[29] La Nouvelle-Écosse fournit des rapports annuels en tant que portée plus étendue de son ministère du Travail et de l'Enseignement supérieur qui fournit des comptes-rendus des activités sur les finances des universités et des collèges, l'emploi des diplômés et la participation aux programmes d'emploi.[30]

Terre-Neuve-et-Labrador

Le ministère de l'Éducation fournit un rapport annuel qui détaille les statistiques sur les inscriptions

24 PRA Inc. Research & Consulting. (3 février 2009). *Sondage sur la situation des diplômés des collèges et universités du Manitoba* Conseil de l'enseignement postsecondaire. https://www.edu.gov.mb.ca/des/pdf/manitoba_graduate_outcomes_survey%20_final_feb_09.pdf

25 Gouvernement de l'Ontario. (2022). « Informations destinées aux partenaires en enseignement postsecondaire public » https://www.ontario.ca/fr/page/informations-destinee-aux-partenaires-de-education-postsecondaire-public

26 Ministère de l'Éducation. (2023). « Enquêtes Relance. » https://www.education.gouv.qc.ca/references/indicateurs-et-statistiques/etudes-et-statistiques-de-lenseignement-superieur/enquetes-relance

27 Commission de l'enseignement supérieur des provinces Maritimes. (2023). « Enquête sur les résultats des diplômés et diplômées » https://www.cespm.ca/research/graduatefollowupsurveys.aspx

28 Gouvernement du Nouveau-Brunswick (2022). « Publications. » https://www2.gnb.ca/content/gnb/fr/ministeres/education_postsecondaire_formation_et_travail/publications.html

29 Gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard. « Main-d'œuvre, Études supérieures et Population ». https://www.princeedwardisland.ca/fr/sujet/main-doeuvre-etudes-superieures-et-population

30 Gouvernement de la Nouvelle-Écosse. (2023). « Accountability Reporting. » https://novascotia.ca/government/accountability/ et Gouvernement de la Nouvelle-Écosse. (2021). *Accountability Report 2020–21*. https://beta.novascotia.ca/government/advanced-education

dans les universités et les collèges, la diplomation et l'endettement des étudiants.[31] Il n'inclut pas d'informations sur les résultats sur le marché du travail, le développement des compétences ou la satisfaction des diplômés ni de données téléchargeables et lisibles par machine.

2.1.2 Données nationales et internationales sur l'enseignement postsecondaire

Au-delà des données communiquées, collectées et diffusées au niveau provincial, d'autres éléments importants de l'architecture de l'information sur l'enseignement postsecondaire comprennent les institutions intergouvernementales, le Gouvernement du Canada et la participation canadienne à des initiatives internationales.

Le Conseil des statistiques canadiennes de l'éducation (CSCE) est l'organisme directeur du système de données fédéral, provincial et territorial, coprésidé par le Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) (CMEC) et Statistique Canada. Entre autres fonctions, le CMEC soutient la portabilité des qualifications scolaires et professionnelles au Canada, l'évaluation des aptitudes et des compétences des étudiants, et prépare des rapports et parraine des recherches en statistiques liées à l'éducation. Une initiative clé coordonnée par le CSCE est le rapport annuel du Programme d'indicateurs pancanadiens de l'éducation (PIPCE)[32], une ressource lancée en 2000 qui regroupe les indicateurs nationaux de l'éducation au Canada et les rend disponibles sur un site Web public. S'étendant des indicateurs de la maternelle à la fin du secondaire aux indicateurs postuniversitaires, le rapport fournit la plus vaste collection de données sur l'éducation au Canada tout en fournissant un portrait socioéconomique des étudiants et des établissements. Dans certains cas, les ministères provinciaux couvrent des résultats plus spécifiques liés aux résultats d'établissements ou de programmes en particulier qui ne se trouvent pas dans le PIPCE.

Statistique Canada est une source nationale essentielle de données sur l'éducation et une source de recherche et d'analyse internes. En plus du Recensement de la population et de la base de données CANSIM des indicateurs socioéconomiques, les outils d'enquête pertinents comprennent l'Enquête nationale auprès des diplômés (END), l'Enquête canadienne auprès des étudiants à la maîtrise et au doctorat (ECEMD) et l'Enquête sur la population active (EPA). Parmi les ajouts récents importants à l'architecture des données sur l'enseignement postsecondaire, mentionnons le Système d'information sur les étudiants postsecondaires (SIEP) et la Plateforme longitudinale entre l'éducation et le marché du travail (PLEMT). Le SIEP est une enquête nationale obligatoire pour les établissements d'enseignement postsecondaire publics, qui recueille chaque année des données administratives sur les programmes et les cours offerts, les inscriptions des étudiants et le niveau de scolarité atteint. La PLEMT est une plateforme qui relie les données administratives sur les étudiants et les apprentis inscrits aux données fiscales pour permettre une analyse longitudinale des résultats sur le marché du travail des diplômés, y compris le revenu d'emploi par qualification, domaine d'études, groupe d'âge et sexe. Cependant, l'accès aux données granulaires pour l'évaluation au niveau de l'établissement et du programme est limité. L'accès est généralement limité aux chercheurs qui effectuent des vérifications de sécurité rigoureuses pour utiliser les centres de données de recherche (CDR) de Statistique Canada.

Le Canada participe à des enquêtes internationales sur les indicateurs de l'éducation qui offrent d'importantes sources d'indicateurs comparatifs de l'éducation. Le CMEC et Statistique Canada coordonnent la participation nationale aux initiatives de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sur les indicateurs de l'éducation, y compris le Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA),[33] qui mesure les

31 Gouvernement du Terre-Neuve-et-Labrador « Post-Secondary Education. » https://www.gov.nl.ca/education/post-secondary-education/

32 Statistique Canada. (15 août 2023). *Indicateurs de l'*éducation au Canada : Rapport du Programme d*'indicateurs pancanadiens de l'*éducation. https://www150.statcan.gc.ca/n1/fr/catalogue/81-582-X

33 Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes. (Consulté le 29 octobre 2023.) « Qu'est-ce que le PEICA ? ». https://www.piaac.ca/



compétences cognitives et en milieu de travail et la façon dont elles sont développées par les systèmes d'éducation et de formation. Parmi les autres initiatives auxquelles le Canada participe, citons le Consortium for Student Retention Data Exchange (CSRDE),[34] qui fournit des taux de rétention des étudiants au niveau des établissements au Canada et aux États-Unis, et le National Survey of Student Engagement (NSSE)[35], qui détaille l'expérience postsecondaire et ses effets sur l'apprentissage et le développement des étudiants.

Malgré certains des développements positifs, il y a une histoire récente d'efforts *infructueux* pour créer de nouvelles infrastructures et institutions d'information sur l'apprentissage au Canada. Le Conseil canadien sur l'apprentissage (CCA), créé en 2002 en tant que nouvelle institution nationale financée par le gouvernement fédéral pour rendre compte des progrès de l'apprentissage au Canada, a été fermé quelques années plus tard. L'initiative de l'OCDE sur l'évaluation des résultats de l'enseignement supérieur (AHELO), qui visait à créer une enquête comparative à l'échelle internationale, a pris fin en 2015, apparemment en raison de l'opposition des universités et de leurs associations au Canada et dans d'autres pays riches.[36] Ces exemples illustrent les tensions de longue date autour des initiatives de résultats en général dans l'enseignement supérieur et de l'action fédérale dans les compétences provinciales en matière d'éducation.

34 CSRDE. (Consulté le 29 octobre 2023.) « About Us. » https://csrde.ou.edu/about/

35 National Survey of Student Engagement. (Consulté le 29 octobre 2023.) "What does NSSE do?". https://nsse.indiana.edu/nsse/

36 Usher, Alex. (15 mai 2015). AHELO: Universities Behaving Badly. Higher Education Strategy Associates Blog.

Autres ressources

Les organisations présentées ci-dessous utilisent les données gouvernementales pour organiser, collecter et diffuser des outils d'information sur l'éducation, des tableaux de bord et des rapports. Ces données sont souvent disponibles pour les organismes et établissements de recherche, mais ne seraient accessibles au public qu'avec les efforts de ces équipes.

Résultats sur le marché du travail des diplômés des collèges et universités : Outil interactif de Statistique Canada[37] L'outil sur les résultats sur le marché du travail visualise les données de la PLEMT sur les revenus pour aider les étudiants, les parents, les responsables de politiques et le grand public canadien à prendre des décisions plus éclairées sur les choix en matière d'études postsecondaires. Les données de la plateforme permettent aux utilisateurs de suivre les revenus des étudiants des collèges, des universités et des programmes d'apprentissage au fil du temps par domaine d'études, âge, sexe, région et cohorte d'obtention du diplôme à l'aide des données des déclarants fiscaux.

Le site Web du Conseil ontarien de la qualité de l'enseignement supérieur (COQES) sur le *rendement de l'enseignement postsecondaire* :[38] Organisme du gouvernement de l'Ontario, le COQES propose un outil de visualisation des données regroupant des indicateurs pancanadiens de l'éducation pour l'accès à l'éducation, la valeur pour la société et la valeur pour les étudiants dans plusieurs catégories. Bien qu'il ait été mis à jour pour la dernière fois en 2015, il a établi une norme pour permettre des comparaisons provinciales, fournir des mesures de « rapport qualité-prix » et offrir une expérience utilisateur facilement navigable malgré la grande quantité de données. Une page Web Quelques statistiques offre des données et des visualisations à jour sur les établissements d'enseignement postsecondaire de l'Ontario.

Higher Education Strategy Association (HESA) Rapport annuel *sur l'état de l'enseignement postsecondaire au Canada* :[39] Le rapport annuel de HESA fournit probablement l'analyse la plus complète fondée sur les données de l'enseignement supérieur au Canada, couvrant les indicateurs disponibles pour l'inscription des apprenants, l'aide aux étudiants, la diplomation et le niveau de scolarité atteint, ainsi que le personnel et le financement des établissements, les profils provinciaux et les comparaisons internationales. L'analyse annuelle est contextualisée avec des explications, des informations historiques et un contexte sur les politiques en matière d'enseignement postsecondaire pour fournir une ressource riche aux chercheurs, aux responsables de politiques et aux autres utilisateurs de données.

37 CIMT. (14 août 2023). « Où trouver des données au sujet des performances sur le marché du travail de la population aux études et en apprentissage. » https://lmic-cimt.ca/fr/ou-trouver-des-donnees-au-sujet-des-performances-sur-le-marche-du-travail-de-la-population-aux-etudes-et-en-apprentissage/

38 COQES. (2015). "Dans quelle mesure les systèmes universitaires au Canada affichent-ils un rendement vigoureux ?" https://postsecondaryperformance.ca/default.aspx?lang=fr

39 Usher, A. (2023). The State of Postsecondary Education in Canada, 2023. HESA. https://higheredstrategy.com/publications/state-of-postsecondary-education-in-canada-2023/

2.2 Analyses canadiennes sélectionnées des résultats de l'enseignement postsecondaire

La disponibilité de données sur l'enseignement postsecondaire a permis d'effectuer d'importantes recherches et analyses sur les résultats de l'enseignement supérieur. Ce court document ne fournit pas un examen complet de la littérature, mais met plutôt en évidence quelques exemples de l'utilisation des données et des principales lacunes.

Un ensemble de travaux s'est concentré sur l'infrastructure incomplète de données sur l'enseignement postsecondaire dans les provinces ou pour l'ensemble du pays comme un obstacle à la compréhension des résultats et de l'impact de l'enseignement postsecondaire au Canada. Tirant parti de son initiative globale de 2015 sur le rendement postsecondaire (décrite ci-dessus), le COQES a trouvé un lien positif entre l'enseignement postsecondaire et la réussite sur le marché du travail, les revenus individuels, l'engagement des citoyens et d'autres indicateurs.[40] Pourtant, les chercheurs n'ont trouvé aucune corrélation entre le rendement des universités canadiennes et le financement qu'elles reçoivent, ce qui nécessite un recentrage national de l'attention et des efforts sur le suivi des résultats. Le rapport note toutefois que les établissements et les provinces n'ont pas toujours les ressources ou les incitations nécessaires pour construire une infrastructure de données. Le COQES a proposé une collaboration fédérale, provinciale et territoriale pour normaliser un ensemble d'indicateurs de base pour la collecte de données, en particulier pour les collèges. D'autres études du COQES se sont concentrées sur les lacunes dans la compréhension des résultats différentiels pour les communautés en quête d'équité et sous-représentées.[41, 42]

Comme indiqué précédemment, un groupe de chercheurs (Finnie et coll.; Frenette, Morisette) ont été les pionniers de l'utilisation du lien entre les données d'enseignement postsecondaire et les données fiscales pour permettre l'étude longitudinale des revenus des diplômés par domaine d'études.[43] Parmi les constatations importantes, les domaines d'études élargis (STIM vs non-STIM), le sexe, le statut d'immigrant, le type de diplôme et le niveau de scolarité montrent des différences significatives dans les gains imposables parmi les diplômés canadiens d'enseignement postsecondaire. Le corpus de recherches suggère que c'est le niveau d'études postsecondaires, et non la performance, qui entraîne des différences dans les revenus des diplômés plusieurs années après l'obtention de leur diplôme.[44] Une autre étude menée par Frenette à Statistique Canada a établi un lien entre les données des écoles secondaires de la Colombie-Britannique et les données sur les études postsecondaires et les impôts pour évaluer les revenus après l'obtention du diplôme en fonction des résultats scolaires au secondaire et du choix du domaine d'études postsecondaires.[45] Il a constaté que les notes au secondaire n'avaient pas d'incidence significative sur les revenus futurs après l'obtention du diplôme d'études postsecondaires, le domaine d'études postsecondaires étant un déterminant plus important. Les écarts de revenus pourraient plutôt être liés à des « facteurs non observés tels que les compétences non cognitives acquises avant les études postsecondaires » ou les différences dans les conditions de l'offre et de la demande sur le marché du travail pour les diplômés dans différents domaines.

Pourtant, il subsiste d'importantes lacunes dans la recherche qui limitent la compréhension des résultats de l'enseignement supérieur au Canada. Par exemple, vers quels grands groupes professionnels les diplômés

40 Weingarten, H.P., Hicks, M., Jonker, L., Smith, C., & Arnold, H. (11 mars 2015). *Incidence du rendement de l'enseignement postsecondaire au Canada en 2015* COQES. https://heqco.ca/fr/pub/incidence-du-rendement-de-lenseignement-postsecondaire-au-canada-en-2015/

41 Gallager-Mackay, L. (16 mai 2015). *Une infrastructure de données servant à étudier l'accès équitable à l'enseignement postsecondaire en Ontario.* COQES. https://heqco.ca/fr/pub/une-infrastructure-de-donnees-servant-a-etudier-laces-equitable-a-lenseignement-postsecondaire-en-ontario/

42 Au, A., Pichette, J., & Robson, K. (30 novembre 2022). *Le projet de Partenariat de recherche communautaire de Hamilton démontre les avantages potentiels des coalitions de partage de données.* COQES. https://heqco.ca/fr/pub/le-projet-de-partenariat-de-recherche-communautaire-de-hamilton-demontre-les-avantages-potentiels-des-coalitions-de-partage-de-donnees/

43 Finnie, R., Afshar, K., Bozkurt, E., Miyairi, M., & Pavlic, D. (26 juillet 2016). *Barista or Better? New Evidence on the Earnings of Post-Secondary Education Graduates: A Tax Linkage Approach*. Ottawa : Education Policy Research Initiative. https://ruor.uottawa.ca/bitstream/10393/42190/1/EPRI-ESDC%2bTax%2blinkage_Report.pdf

44 CIMT. (14 août 2023). « Où trouver des données au sujet des performances sur le marché du travail de la population aux études et en apprentissage. » https://lmic-cimt.ca/fr/ou-trouver-des-donnees-au-sujet-des-performances-sur-le-marche-du-travail-de-la-population-aux-etudes-et-en-apprentissage/ ; Frenette, M., & Frank, K. (11 mars 2016). *Gains des diplômés postsecondaires selon le domaine d'études détaillé.* Statistique Canada. https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/11-626-x/11-626-x2016056-fra.htm

45 Frenette, M. (8 mai 2023). *Les résultats scolaires au niveau secondaire et les gains selon le domaine d'études postsecondaires.* Statistique Canada. https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/36-28-0001/2023004/article/00001-fra.htm

font-ils la transition, selon les domaines d'études ou les programmes spécifiques ? La plateforme de données PLEMT permet de relier les données sur les diplômés et les salaires aux informations professionnelles, mais à ce jour, il y a un manque de recherche sur cette question clé.[46] Il existe de nombreuses questions de recherche connexes sur les transitions de l'enseignement supérieur au marché du travail.

La recherche pourrait également viser à améliorer la transparence pour les étudiants potentiels sur les options de programmes postsecondaires et leurs parcours de l'apprentissage vers la carrière. Une enquête du CIMT révèle que près des deux tiers des étudiants des collèges et des universités ont déclaré rechercher de l'information sur le marché du travail (IMT) alors qu'ils envisageaient des options de diplôme d'études supérieures.[47] Les salaires professionnels, les offres d'emploi et les compétences sont souvent les informations les plus recherchées lors du choix d'un programme d'études supérieures. Les conclusions du CIMT soulignent la nécessité d'une IMT opportune et fréquente, et peuvent informer les apprenants potentiels sur les résultats des études postsecondaires et leurs impacts sur les carrières futures.

Comme le souligne la section suivante, qui présente des études comparatives internationales, des données d'EPS de haute qualité et accessibles permettent une recherche et une analyse novatrices du « retour sur investissement » des étudiants dans les programmes d'enseignement supérieur, des tendances de la mobilité sociale entre les types d'établissements et de nouvelles conceptions de la « valeur » de l'enseignement supérieur pour les groupes en quête d'équité qui ne peuvent actuellement pas être entreprises au Canada en raison des limites des données.

2.3 Limites des données sur l'enseignement supérieur au Canada

Cet examen de l'état actuel du suivi des résultats de l'enseignement supérieur révèle un certain nombre de limites.

Les données sur les résultats provinciaux sont incompatibles et souvent peu opportunes, fréquentes ou pertinentes étant donnée l'évolution des conditions du marché du travail. La majorité des données disponibles pour les Canadiens en 2023 ont été recueillies avant la COVID-19, avec des retards dans la fréquence de collecte des données et une impossibilité de comparer avec les époques précédentes. L'évolution rapide du monde du travail après la COVID-19 a montré, par exemple, que si la demande d'emplois et de compétences à forte intensité numérique n'a pas changé de manière significative, l'étendue et l'importance des compétences numériques de la main-d'œuvre non spécialisée ont augmenté. [48] Les données sur l'IMT liée à l'apprentissage et les rapports des établissements d'enseignement supérieur et des autorités provinciales sont généralement moins récents, ou ne contiennent pas d'analyse des résultats des diplômés sur le marché du travail post-pandémie de COVID-19.

Les données sur les résultats provinciaux sont difficilement accessibles, navigables ou normalisées. Des données ouvertes, lisibles par machine et téléchargeables ne sont disponibles que dans la moitié des provinces du Canada. Lorsque les données sont disponibles, elles sont souvent fragmentées entre les portails de données gouvernementaux, les rapports de politique et les organisations non gouvernementales, limitant l'accès aux utilisateurs tiers tels que les entreprises de technologie de l'éducation et les chercheurs. L'absence de données opportunes, normalisées et spécifiques au programme signifie que les données ne sont pas comparables au sein des régions, dans le temps ou entre les institutions. Pour les utilisateurs non experts en données comme de nombreux étudiants, seules quelques provinces offrent des outils pour visualiser et comparer les informations d'enseignement postsecondaire; ces données étant souvent dans des formats qui n'offrent pas une expérience utilisateur moderne.

46 Statistique Canada. (21 octobre 2021). *Aperçu de la Plateforme longitudinale entre l'*éducation et le marché du travail (PLEMT) et des ensembles de données connexes. https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/37-20-0001/372000012021006-fra.htm

47 CIMT. (Mars 2019). *Le rôle de l'information sur le marché du travail dans les choix des étudiants et des parents en matière d'éducation et de carrière.* https://lmic-cimt.ca/fr/des-publications/rapport-de-perspectives-de-limt-n-11-le-role-de-linformation-sur-le-marche-du-travail-dans-les-choix-des-etudiants-et-des-parents-en-matiere-deducation-et-de-carriere/

48 The Dais. (2023). *The Skills Algorithm: Digital Skills Demand Across Canada's Labour Market.* Li, V., Kwok, T., Hamza, M. https://dais.ca/reports/the-skills-algorithm-digital-skills-demand-across-canadas-labour-market/



Les conclusions du CIMT soulignent la nécessité d'une IMT opportune et fréquente, et peuvent informer les apprenants potentiels sur les résultats des études postsecondaires et leurs impacts sur les carrières futures.

Les données ne sont généralement pas comparables entre les universités et les collèges ni avec les programmes d'apprentissage. Le manque d'indicateurs communs entre les types d'établissements est une limitation pour les étudiants potentiels qui cherchent à prendre des décisions de choix de programme. Pour les programmes d'apprentissage en particulier, le manque d'informations de base sur les salaires, les programmes de formation et les opportunités de carrière a rendu difficile d'encourager les étudiants potentiels à apprendre des métiers spécialisés dans les secteurs à forte demande, par exemple la construction résidentielle, la modernisation des systèmes CVC et la décarbonisation.[49]

Les données ne sont pas granulaires au niveau de l'établissement et du programme. En général, les données et les analyses agrégées à l'échelle provinciale et nationale ne fournissent pas la granularité nécessaire pour évaluer ou comparer entre les établissements, les domaines d'études ou la continuité des études. Malgré les appels des chercheurs pour des ensembles d'informations plus riches afin de différencier la qualité et les résultats des offres de programmes dans les domaines des STIM, de l'ingénierie et de la santé, les outils[50] clés tels que la PLEMT et l'Enquête nationale auprès des diplômés (END) qui permettent une analyse pancanadienne n'offrent pas de granularité au niveau des établissements et des programmes.

Une lacune clé au Canada est l'absence d'information sur les compétences des diplômés permettant d'aligner les données d'enseignement postsecondaire sur l'information sur le marché du travail (IMT). L'acquisition de compétences par le biais d'un programme postsecondaire est un résultat essentiel pour la transition des diplômés vers des emplois et des carrières. Dans leurs offres d'emploi, les employeurs décrivent les compétences nécessaires pour effectuer les tâches du poste, le recrutement étant axé sur la recherche de candidats qui démontrent ces compétences. Pourtant, les programmes d'enseignement supérieur n'indiquent pas ou ne communiquent pas souvent les compétences acquises qui seront transférables à la profession ou à la carrière d'un diplômé. L'Enquête auprès des diplômés universitaires de l'Ontario a révélé que seulement environ la moitié des répondants conviennent que les compétences et les connaissances acquises dans leur programme d'études correspondent à leur profession actuelle.[51]

Il n'existe pas de sources de données ou d'informations fiables pour les nouveaux types d'attestations, comme les microattestations, les certificats en ligne et les badges numériques. Ceci est rendu plus difficile par le fait que ces attestations ne relèvent pas actuellement des systèmes provinciaux/territoriaux d'assurance de la qualité pour les établissements, les programmes et les attestations.[52] Il existe des organismes pancanadiens qui peuvent soutenir la coordination sur d'autres attestations, comme le CMEC, dont l'énoncé ministériel établit des normes pour l'enseignement menant à un diplôme, et l'Association des agences d'agrément du Canada (AAAC), un réseau pancanadien de membres pour les organismes d'agrément en éducation. Néanmoins, le plus d'un million d'attestations uniques dénombrées par Credential Engine aux États-Unis – dont une grande majorité prend la forme de badges numériques, de certificats d'achèvement et de microattestations offerts par des fournisseurs non universitaires et de MOOC – met davantage l'accent sur les défis importants en matière de transparence et de responsabilité pour les étudiants, les gouvernements et les autres parties prenantes en l'absence de données et d'informations fiables sur les résultats de ces catégories de programmes.[53]

49 Finnie, R., Dubois, M., & Miyairi, M. (2021). *Combien gagnent-ils ? Nouvelles données sur les revenus en début de carrière des titulaires d'un certificat de métier.* Education Policy Research Initiative et CIMT. https://lmic-cimt.ca/fr/rapport-revenus-metier/

50 Usher, A. (2022). *The State of Postsecondary Education in Canada, 2022* : Chapitre 1, Figure 1.4. HESA. https://higheredstrategy.com/wp-content/uploads/2022/09/SPEC_2022-1.pdf

51 Ministère des Collèges et Universités. « Enquête auprès des diplômés universitaires de l'Ontario 2021-2022 » : Section A, 8/23, 7/22. https://www.iaccess.gov.on.ca/OsapRatesWeb/enterapp/overview.xhtml

52 Noter que le Québec est une exception, car son système de cégeps de transition est unique. Pour plus de détails, *voir* CICDI. « Les systèmes d'éducation du Canada ». https://www.cicdi.ca/Images/contents/PT-Education/Canada-Systemes-d-education-JPG.jpg

53 Credential Engine (2022). Counting U.S. Postsecondary and Secondary Credentials. Washington, DC: Credential Engine. https://credentialengine.org/all-resources/counting-credentials/

3. Suivi des données et des résultats de l'enseignement supérieur dans d'autres pays

Pour faire suite à l'examen de l'état actuel du suivi des résultats de l'enseignement supérieur au Canada, cette section examine les politiques, les établissements et les outils de données pour trois pays pairs (les États-Unis, l'Australie et le Royaume-Uni) afin d'évaluer comment le Canada se compare. Cette section présente des approches efficaces et d'autres modèles pour l'IMT liée à l'apprentissage. Elle se termine par une analyse sommaire et quelques leçons pour le Canada.

3.1 États-Unis

Les États-Unis disposent d'un important système de données sur l'enseignement postsecondaire qui a permis diverses approches du suivi des résultats. L'infrastructure de collecte de données sur l'enseignement supérieur remonte au milieu des années 1960, la législation fédérale augmentant progressivement les exigences de déclaration au fil du temps pour les milliers d'établissements d'enseignement postsecondaire publics et privés qui participent aux programmes fédéraux d'aide aux étudiants. Administrés par le ministère de l'Éducation, les rapports de données surpassent ce qui est généralement recueilli au Canada pour ce qui a trait à l'**exhaustivité**. Ils comprennent, en effet, des informations sur les inscriptions, les coûts et l'endettement typique des étudiants, la rétention, la diplomation, le revenu après l'achèvement et d'autres informations. Les données sont accessibles au niveau **granulaire** de l'établissement et du programme (les partisans appellent aujourd'hui également à des données au *niveau des étudiants*).[54] Étant donné que les rapports sont mandatés par le gouvernement fédéral, les données sont **comparables** à l'échelle nationale dans les universités, les collèges communautaires et les établissements techniques et professionnels.

Ce système robuste a conduit à de récentes initiatives non gouvernementales visant à établir des normes de résultats communes. L'Education Quality Outcomes Standards (EQOS) Board, un organisme à but non lucratif soutenu par de grandes organisations nationales d'éducation et de main-d'œuvre comme Jobs for the Future, a créé un cadre de définitions des résultats des étudiants et d'indicateurs à l'intention des apprenants et des travailleurs, des établissements d'enseignement postsecondaire et des fournisseurs de formation, des gouvernements, des investisseurs et d'autres.[55] Au niveau de l'État, le Texas a été un chef de file dans le développement d'un système de données longitudinales sur l'éducation pour la maternelle à la 12e année, l'enseignement supérieur et la main-d'œuvre. Ces données, qui ont été décrites comme une « mine d'or » pour les responsables de politiques et les chercheurs, seront également utilisées par l'État pour offrir un site de navigation de carrière à guichet unique appelé MyTexasFuture.org.[56] Parmi les autres exemples, citons le réseau d'innovation T3 de la Chambre de commerce des États-Unis, une initiative public-privé visant à promouvoir l'interopérabilité des « données sur les talents ».[57]

Ce type d'initiatives est rendu possible par l'**accessibilité des données** grâce à l'infrastructure, gouvernementale et non gouvernementale, de données sur l'enseignement postsecondaire. Le National Center for Education Statistics du ministère de l'Éducation des États-Unis gère le Integrated Postsecondary Education Data System (IPEDS), un centre névralgique qui intègre les données des établissements et 12 enquêtes, fournissant des outils de données ouvertes pour la recherche, l'analyse personnalisée et le téléchargement des informations brutes.[58] Créé en 1993, le National Student Clearinghouse à but non lucratif agit en tant que fournisseur de services partagés pour la communauté de l'enseignement supérieur, soutenant les rapports éducatifs, l'échange et l'accès aux données, ainsi que la recherche en mettant l'accent

54 Voir Whistle, W. (1er novembre 2017). *How Higher Education Data Reporting is Both Burdensome AND Inadequate*. Third Way. https://www.thirdway.org/report/how-higher-education-data-reporting-is-both-burdensome-and-inadequate; et Miller, B. (23 mai 2016). *Building a Student-Level Data System*. Centre for American Progress. https://americanprogress.org/article/building-a-student-level-data-system/

55 Voir « Education Quality Outcomes Standards. » https://eqos.org et (2018) Quality Assurance Standards. https://img1.wsimg.com/blobby/go/fd25bcaa-0dca-4fc5-96bc-30c8ae4e5867/Quality Assurance Standards-January-2018(3).pdf

56 Fain, Paul. (5 octobre 2023). "Data for the People." *The Job* newsletter. https://the-job.beehiiv.com/p/data-people?utm_source=the-job.beehiiv.com&utm_medium=newsletter&utm_campaign=data-for-the-people

57 Voir US Chamber of Commerce. "The T3 Innovation Network." https://www.uschamberfoundation.org/t3-innovation

58 Pour plus d'informations sur l'IPEDS, *voir* National Center for Education Statistics. « About IPEDS ». https://nces.ed.gov/ipeds/about-ipeds

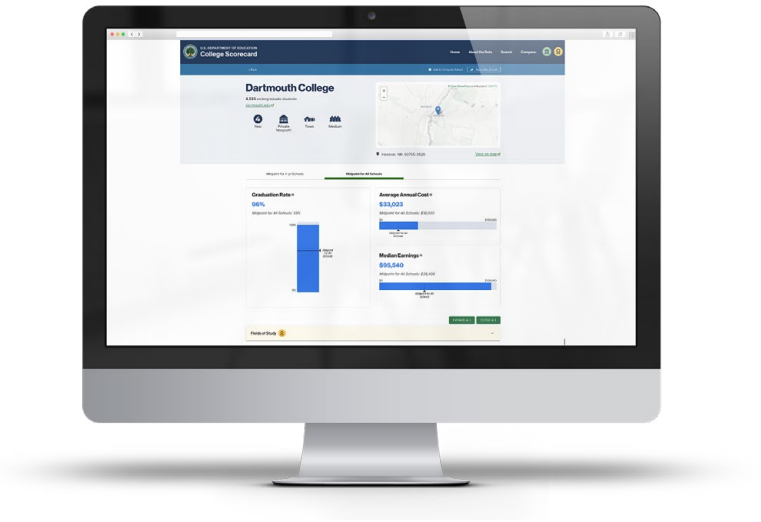
sur la compréhension des parcours et des résultats des étudiants. Ayant pour mission d'améliorer la transparence sur le marché en pleine expansion des attestations de l'enseignement supérieur (y compris de nouveaux types d'attestations de plateforme MOOC alternatifs et mondiaux), Credential Engine offre un registre qui rend les informations sur les attestations ouvertes et téléchargeables avec divers outils.[59]

Le système américain a également produit un large éventail d'outils de navigabilité pour les futurs étudiants, les travailleurs, le personnel du système de main-d'œuvre de l'État et de nombreux autres utilisateurs. L'outil le plus connu est le *College Scorecard*, un outil Web de transparence lancé par l'administration Obama pour permettre une recherche et une comparaison conviviales des options d'enseignement postsecondaire.[60] Avec des données pour des milliers d'établissements déclarants, il offre des informations de base sur les collèges (programmes de 2 ans vs 4 ans, public vs privé, emplacement, coût annuel moyen, domaines d'études/programmes) ainsi que des informations détaillées et comparatives sur les résultats, y compris les taux de diplomation et de rétention, les revenus médians, l'aide financière et l'endettement, et la diversité sur le campus (voir Figure 4). Bien que le *College Scorecard* soit un exemple illustratif, il existe de nombreux autres exemples d'outils d'apprentissage et de cheminement de carrière, de visualisations et d'autres initiatives conçues pour aider les étudiants et d'autres personnes à utiliser les données.

Permettre une recherche innovante sur la valeur et le retour sur investissement de l'enseignement supérieur

La solide infrastructure de données aux États-Unis a permis une recherche innovante et a galvanisé le débat public et sur les politiques relativement aux notions de qualité, de valeur et de retour sur investissement (ROI) dans l'enseignement supérieur.

Figure 4 : Exemple d'écran du College Scorecard



Un volet de ce travail s'est concentré sur le retour sur investissement financier pour les apprenants (et les bailleurs de fonds gouvernementaux) de l'investissement dans les programmes d'enseignement supérieur. De nouvelles méthodes de recherche, telles que la mesure du « rapport coût-prime de revenus » du groupe de réflexion Third Way, ont révélé que certains programmes, tels que les baccalauréats en génie électrique ou les certificats en soins infirmiers, fournissent le retour sur investissement le plus élevé en permettant aux diplômés de récupérer leur investissement éducatif en cinq ans ou moins.[61] Une autre étude a révélé que plus d'un quart des programmes d'enseignement supérieur américains offrent un retour sur investissement *négatif*, sur la base des calculs des coûts du programme par rapport aux revenus des diplômés après l'achèvement.[62] Les chercheurs de la Federal Reserve Bank of St. Louis ont constaté que, pour un baccalauréat de quatre ans, la « prime de richesse universitaire » (soit la valeur nette supplémentaire par rapport à ceux qui n'ont pas de diplôme) a diminué dans toutes les cohortes et est essentiellement nulle pour certains groupes.[63]

59 Pour plus d'informations sur le registre de Credential Engine, *voir* Credential Engine. « Credential Registry. » https://credentialengine.org/credential-transparency/credential-registry/

60 Voir « Find the right fit. » US *College Scorecard*. US Department of Education. https://collegescorecard.ed.gov/

61 Itzkowitz, M. (13 août 2021). *Which College Programs Give Students the Best Bang for Their Buck?*. Third Way. https://www.thirdway.org/report/which-college-programs-give-students-the-best-bang-for-their-buck

62 Cooper, P. (19 octobre 2021). « Is College Worth It? A Comprehensive Return on Investment Analysis. » Foundation for Research on Equal Opportunity. Publié sur *Medium*. https://freopp.org/is-college-worth-it-a-comprehensive-return-on-investment-analysis-1b2ad17f84c8

63 Emmons, William R., Emmons, Kent, Ana H., & Ricketts, Lowell R. (2019). "Is College Still Worth It? The New Calculus of Falling Returns." *Federal Reserve Bank of St. Louis Review*, pp. 297–329. https://doi.org/10.20955/r.101.297-329

D'autres initiatives importantes ont appliqué une perspective plus large pour prendre en compte la qualité ou la valeur de l'éducation postsecondaire. Par exemple, selon la Lumina Foundation, l'éducation permettrait une amélioration minimale de 10 % des revenus par rapport au salaire minimum. Strada Education, un important groupe de réflexion et une fondation sur l'enseignement postsecondaire, s'est concentré sur l'« épanouissement » des apprenants après l'achèvement, qui va au-delà du retour sur investissement et des résultats économiques pour inclure l'épanouissement personnel résultant de l'éducation.[64] La Postsecondary Value Commission, soutenue par la Gates Foundation, a réuni un groupe diversifié de dirigeants de collèges, de responsables de politiques, de chercheurs, de défenseurs et d'étudiants pour se pencher sur la question « Que vaut le collège ? » Dans le but d'améliorer la valeur de l'éducation postsecondaire et d'accroître l'équité, la commission a introduit une définition de la valeur, un cadre permettant aux collèges de l'appliquer et une série d'actions, notamment le lancement du tableau de bord interactif *Equitable Value Explorer*.[65]

D'autres recherches américaines ont porté sur le système de production de rapports sur l'enseignement supérieur en tant que tel et sur les outils basés sur les données qui en ont résulté. Une critique des systèmes et de ses nombreux acteurs est que le système de production de rapports sur les données est complexe et peut être fastidieux pour les établissements.[66] D'autres recherches ont examiné comment les outils de transparence sont utilisés par les étudiants. Deux premières études sur le *College Scorecard* ont révélé que les effets du site Web sur l'intérêt des étudiants pour les « premiers pas » dans les collèges ayant les meilleurs indicateurs de résultats étaient statistiquement significatifs, mais faibles,[67] et qu'un effet principal poussait les étudiants du secondaire ayant de bonnes ressources vers les collèges qui déclarent des revenus supérieurs.[68] Les critiques notent que le *College Scorecard* présente une image incomplète, car les données excluent les 30 % d'étudiants qui ne reçoivent pas de subventions fédérales ou de prêts étudiants.[69]

Des efforts sont déployés pour répondre à ces critiques, notamment par des mesures législatives. La loi fédérale sur la transparence des collèges (College Transparency Act, 2023) se concentre sur la collecte de données qui permettrait de combler le « déficit de données » du *Scorecard* et d'obtenir une image plus détaillée des résultats économiques des étudiants et de nombreuses initiatives au niveau des États.[70] D'autres critiques soulignent que les efforts de transparence de l'enseignement postsecondaire doivent être associés à un soutien à l'apprentissage et à l'orientation professionnelle, ciblant particulièrement les étudiants et les travailleurs à faible revenu et marginalisés qui bénéficieront le plus des informations sur la valeur et le retour sur investissement.[71]

3.2 Australie

L'Australie dispose d'un système bien établi et robuste de collecte, d'analyse et de diffusion de données sur l'éducation postsecondaire. Ces ressources de données sont maintenues et rendues accessibles grâce aux efforts de collaboration de plusieurs organisations et agences gouvernementales, fournissant une mine d'informations sur les inscriptions des étudiants, les performances académiques, les résultats des diplômés, et plus encore. Les types de données sont similaires ou plus larges que ce qui est disponible au Canada

64 Hanson, A.R. (20 juillet 2022). « Success Beyond Completion: How Can We Best Measure Student Outcomes?." *Strada Education Foundation*. https://stradaeducation.org/report/pv-release-july-20-2022/

65 *Voir* Postsecondary Value Commission. « Introducing the Equitable Value Explorer. » https://postsecondaryvalue.org; et Postsecondary Value Commission. "Equitable Value Explorer." https://equity.postsecondaryvalue.org/datatool

66 Whistle, W. (1er novembre 2017). *How Higher Education Data Reporting is Both Burdensome AND Inadequate*. Third Way. https://www.thirdway.org/report/how-higher-education-data-reporting-is-both-burdensome-and-inadequate

67 Huntington-Kleina, N. (16 novembre 2016). The Search: The Effect of the *College Scorecard* on Interest in Colleges," Cal State Fullerton. https://www.aeaweb.org/conference/2017/preliminary/paper/hf7A8bfB

68 Hurwitz, M., & Smith, J. (août 2016). "Student Responsiveness to Earnings Data in the *College Scorecard*." https://www.cuny.edu/wp-content/uploads/sites/4/page-assets/about/administration/offices/oira/policy/seminars/College-Score-Card.pdf

69 Gardner, L. (17 mai 2023). "The roi Riddle." *The Chronicle of Higher Education*. www.chronicle.com/article/better-data-on-graduates-earnings-is-coming-soon-to-a-dashboard-near-you-will-it-make-a-difference

70 Voir College Transparency Act: 118th Congress. (27 avril 2023). "H.R.2957 – College Transparency Act." https://www.congress.gov/bill/118th-congress/house-bill/2957/text

71 Voir Craig, R. (30 juin 2023). "Let Them Eat Data," *Gap Letter*. https://mailchi.mp/gapletter/let-them-eat-data-2612193?e=8a67d07181

(**exhaustivité**), offrant une **comparabilité** entre les universités, les établissements d'enseignement et de formation professionnels et les autres fournisseurs d'enseignement supérieur, et une **granularité** d'analyse au niveau de l'établissement et du programme (appelé « study area » ou « domaine d'étude »).

De l'inscription à l'emploi, les indicateurs de qualité pour l'apprentissage et l'enseignement (Quality Indicators for Learning and Teaching, QILT) capturent une gamme de données sur les étudiants australiens au postsecondaire dans le but d'améliorer la qualité de l'enseignement supérieur. Les outils de mesure comprennent une enquête sur l'expérience des étudiants, une enquête sur la satisfaction des employeurs et une enquête sur les résultats des diplômés, complétées par des informations sur les revenus des diplômés du Bureau australien des impôts.[72] Les enquêtes sont administrées chaque année dans toute l'Australie, ce qui garantit un niveau de cohérence et d'actualité de la collecte de données nationales qui n'existe pas au Canada. Les données brutes QILT sont **accessibles**, mais pas « ouvertes », car elles doivent être demandées et utilisées à des fins approuvées.

En intégrant les données QILT sur l'expérience des étudiants et les résultats des diplômés, une interface en ligne offre une navigabilité aux étudiants potentiels et aux autres utilisateurs moins à l'aise avec les données pour comparer les systèmes d'information sur les étudiants au postsecondaire à l'échelle nationale. L'outil, ComparED,[73] permet aux utilisateurs de parcourir 153 établissements et un certain nombre de disciplines par emplacement, niveau d'études, type d'établissement et domaine d'étude. Bien qu'il y ait parfois des défis liés à la taille de l'échantillon en raison des taux de réponse des étudiants qui fournissent les données, la plateforme fournit facilement des informations actuelles et utiles aux étudiants potentiels qui cherchent à prendre des décisions éclairées sur leurs parcours d'étude. Grâce au couplage des données fiscales, le revenu médian des diplômés est disponible selon l'année d'achèvement, le nombre d'années écoulées depuis l'achèvement (c.-à-d. 1, 5 ou 9), le niveau d'études (c.-à-d. premier cycle ou cycles supérieurs), l'établissement, la discipline et la classification des sous-domaines.

Innovations autour des liens avec les compétences du marché du travail et des attestations non conventionnelles

Un domaine d'intervention en Australie a été le développement de taxonomies et d'outils pour les professions et les compétences du marché du travail qui peuvent être utilisés pour établir des liens avec les domaines d'étude de l'enseignement supérieur et les informations sur les résultats. La classification australienne des compétences (Australian Skills Classification, ASC),[74] adaptée de la base de données professionnelle américaine O*NET et du cadre australien des compétences en matière d'employabilité, établit la taxonomie des compétences, des tâches spécialisées et de la connaissance des outils technologiques requises pour les professions sur le marché du travail australien. Combinée à d'autres informations sur les résultats des études postsecondaires, cette classification peut aider les établissements d'enseignement postsecondaire, l'industrie et les gouvernements à éclairer le développement d'offres d'éducation et de formation opportunes et adaptées au marché du travail.

L'Australie a également pris des mesures pour créer des normes nationales d'assurance qualité et de transparence des apprenants pour les microattestations. Après avoir soutenu le lancement d'une plateforme de microattestations pour aider les étudiants à comparer les offres de cours de courte durée et la valeur des crédits, le ministère australien de l'Éducation a instauré le National Microcredentials Framework en 2022. L'objectif est d'apporter plus de clarté et de compréhension du concept au secteur de l'enseignement supérieur et de sensibiliser les apprenants à la valeur, à la reconnaissance des crédits et à la portabilité des microattestations.75 Une priorité

72 QILT. "QILT: Quality Indicators for Learning and Teaching." https://www.qilt.edu.au

73 Social Research Council. (2023). "ComparED – Explore and Compare Institutions and Study Areas Based on Real Life Student Experiences." https://www.compared.edu.au/

74 Jobs and Skills Australia, "Australian Skills Classification." https://www.jobsandskills.gov.au/australian-skills-classification.

75 Voir « National Microcredentials Framework ». Australia's National Microcredentials Framework: Australian Government Department of Education. www.education.gov.au/national-microcredentials-framework

connexe, en collaboration avec les États et territoires australiens, est la mise à jour du Cadre australien des certifications (Australian Qualifications Framework, AQF). Un élément clé du nouveau cadre est les « exigences en matière d'informations critiques » des fournisseurs, afin de s'assurer que les apprenants ont accès à des informations complètes, cohérentes et comparables sur les microattestations, y compris les résultats d'apprentissage, le mode de prestation, le prix, le temps ou les efforts requis et l'évaluation du programme.

3.3 Royaume-Uni

Le Royaume-Uni (R.-U.) fournit une multitude de données sur les résultats de l'enseignement postsecondaire pour les établissements financés par des fonds publics. La Higher Education Statistics Agency (HESA) du Royaume-Uni fait partie d'une société à but non lucratif désignée par le gouvernement du R.-U. et financée par des frais obligatoires payés par les établissements d'enseignement supérieur.[76] L'agence a été créée en 1993 en réponse à un livre blanc qui préconisait un meilleur accès et une plus grande cohérence des statistiques de l'enseignement supérieur.[77] Une loi sur l'enseignement supérieur et la recherche oblige désormais les établissements financés par des fonds publics à mettre des informations à la disposition de l'agence, qui est à son tour tenue de compiler et de publier les données. Elle ne recueille toutefois pas de données **comparables** fiables sur les collèges privés et les établissements de formation professionnelle.

Pour assurer la navigabilité et l'**accessibilité** des données, l'agence publie à la fois des tableaux de bord et des données ouvertes et lisibles par machine avec une certaine **granularité** au niveau de l'établissement et du domaine d'étude dans des types largement similaires au Canada (**exhaustivité**) :

- le nombre d'étudiants et de membres du personnel et les données démographiques,



- les frais de scolarité, revenus et dépenses de l'établissement,
- les taux de non-achèvement/rétention,
- les taux d'emploi et salaires des diplômés,
- des réflexions des diplômés sur les études et le bien-être (p. ex., l'utilisation des connaissances étudiées dans l'emploi actuel).

Contrairement à l'Enquête nationale auprès des diplômés du Canada, qui est administrée seulement tous les cinq ans et qui n'est pas diffusée au niveau de l'établissement et du programme, les résultats des diplômés du Royaume-Uni sont basés sur un sondage annuel administré à tous les diplômés en ligne et par téléphone environ 15 mois après l'achèvement du programme d'études, avec un taux de réponse d'environ 40 %.[78] Les données collectées soutiennent également les cadres réglementaires pour la responsabilité et la performance des établissements d'enseignement postsecondaire. Par exemple, en Angleterre, les établissements d'enseignement supérieur doivent mettre en œuvre pour l'Office for Students (OFS) des plans d'accès et de participation qui déterminent et atténuent les risques d'inégalité des

76 HESA. "Who we are and what we do." https://www.hesa.ac.uk/about/what-we-do

77 Le secrétaire d'État à l'Éducation et aux Sciences, le secrétaire d'État pour l'Écosse, le secrétaire d'État pour l'Irlande du Nord et le secrétaire d'État pour le Pays de Galles. (mai 1991). *Higher Education: A New Framework (1991).* Education in the UK. https://education-uk.org/documents/wp1991b/index.html

78 HESA. (31 mai 2023). "Graduate Outcomes 2020/21: Summary Statistics – Summary." https://www.hesa.ac.uk/news/31-05-2023/sb266-higher-education-graduate-outcomes-statistics

Figure 5 : Tableau récapitulatif des données d'apprentissage

Catégories	CAN*	US	AUS	UK
Disponibilité (rapport annuel, rapport de recherche)	X	X	X	X
Exhaustivité (c.-à-d. 3 types de résultats : établissements, étudiants, diplômés)		X	X	X
Comparabilité (entre les types d'établissements)		X	X	
Granularité (données spécifiques à l'établissement et au programme)		X	X	X
Accessibilité (format ouvert, téléchargeable, lisible par machine)		X	X	X
Navigabilité (outil de visualisation de données ou de tableau de bord)		X	X	X

Note : Évaluation nationale pour le Canada, reconnaissant que certaines provinces répondent à ces critères.

chances avec des objectifs mesurables.[79] L'OFS, un organisme indépendant qui relève du Parlement, gère le Teaching Excellence Framework (TEF), une initiative nationale visant à évaluer et à coter les universités et les collèges pour l'excellence au-delà d'un ensemble d'exigences minimales en matière de qualité et de normes dans l'enseignement, l'apprentissage et les résultats des cycles supérieurs.[80]

3.4 Leçons pour le Canada

Les analyses rapides des systèmes de données d'apprentissage aux États-Unis, en Australie et au Royaume-Uni, résumées et comparées au portrait national canadien à la figure 5, offrent quelques leçons générales pour le Canada.

Tout d'abord, les trois pays pairs disposent de systèmes et d'établissements nationaux dédiés à la collecte et à la diffusion de données sur les résultats de **l'enseignement postsecondaire.** Bien que la fédération binationale du Canada soit unique et que les traditions d'autonomie des universités soient fortes, la responsabilité partagée entre le gouvernement fédéral et les États pour l'enseignement supérieur aux États-Unis et en Australie offre des exemples utiles pour la coordination pancanadienne.

Deuxièmement, les trois pays pairs offrent des données plus récentes et comparables au niveau national. Leurs systèmes de données nationaux et leurs établissements recueillent et regroupent les données sur les principaux résultats de partout au pays. Ils administrent également des enquêtes nationales auprès des étudiants chaque année, assurant des données et des délais largement comparables, tandis que l'Enquête nationale auprès des diplômés (END) du Canada est administrée à une cohorte de diplômés canadiens tous les cinq ans avec des suivis incohérents après l'obtention du diplôme.[81] Néanmoins, les faibles taux de réponse à l'enquête au Royaume-Uni mettent en évidence la valeur potentielle de la collecte de données administratives.

79 Office for Students. (29 mars 2023). "Regulatory notice 1: Access and participation plan guidance." www.officeforstudents.org.uk/publications/regulatory-notice-1-access-and-participation-plan-guidance/

80 Office for Students. (2020). "About the Teaching Excellence Framework." https://www.officeforstudents.org.uk/advice-and-guidance/the-tef/about-the-tef/

81 Statistique Canada. (17 mai 2018). *Enquête nationale auprès des diplômés (END).* https://www23.statcan.gc.ca/imdb/p2SV_f.pl?Function=getSurvey&Id=793554



Troisièmement, les pays pairs offrent aux étudiants et aux autres utilisateurs des outils de transparence qui permettent de comparer les établissements et les programmes. Ces tableaux de bord ou outils de cheminement, proposés par les gouvernements ou des tiers, sont alimentés par des systèmes de données robustes, des bases de données en libre accès (API) et des résultats granulaires au niveau de l'établissement et du domaine d'études ou des programmes. Pour atteindre les groupes d'apprenants ayant les plus grands besoins (en fait, la plupart des apprenants), des preuves émergentes suggèrent que ces outils devraient être associés à un soutien à l'orientation professionnelle.

Enfin, ces données facilitent la recherche innovante sur les politiques en matière d'enseignement supérieur. L'exemple américain démontre en particulier la puissance d'un système de données robuste sur l'enseignement supérieur avec un accès ouvert aux données pour permettre une analyse approfondie de la recherche qui stimule le débat et l'action des politiques publiques. Malgré l'évolution rapide du paysage de l'enseignement supérieur au Canada, les limites des données n'ont engendré que très peu de considérations stratégiques fondées sur des données probantes concernant les questions relatives à la valeur de l'EPS, au retour sur investissement et à l'équité.

4. Possibilités pour le Canada : Comment faire la lumière sur la boîte noire

En se basant sur les constatations concernant la situation actuelle au Canada et les leçons comparatives tirées des pays pairs, cette section définit les interventions liées aux politiques, les possibilités de partenariat, les solutions de données et de technologie ou l'établissement de normes qui pourraient améliorer le système d'IMT liée à l'apprentissage postsecondaire du Canada.

1. Besoin d'une direction et d'une coordination pancanadiennes sur les résultats de l'enseignement supérieur.

Le leadership pour créer l'adhésion et la mise au point de politiques, de définitions, de repères et d'une infrastructure de données pour un système efficace de suivi des résultats de l'enseignement postsecondaire du 21e siècle doit provenir des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux du Canada, ainsi que des établissements d'enseignement postsecondaire et de leurs associations, de l'industrie, des groupes d'étudiants et d'autres parties prenantes. Les responsables de politique et communautés de recherche sur l'enseignement postsecondaire doivent travailler

ensemble pour surmonter l'inertie, la résistance et les obstacles à une coordination pancanadienne qui ont limité l'évolution des initiatives de résultats. **Les principaux organismes fédéraux, provinciaux et territoriaux, comme le CSCE, le CMEC, le CIMT et Statistique Canada, devraient être dotés des mandats et des ressources nécessaires pour faire progresser cet effort pancanadien.**

2. Créer une infrastructure nationale de données d'apprentissage en libre accès.

Comme les pays pairs, le Canada a besoin d'une institution pancanadienne pour agir en tant que service public pour les données sur l'éducation. Cette institution serait responsable de la collecte, de la conservation et du partage des données brutes pour l**'intérêt commun.** Le Canada devrait adopter une architecture structurée de données ouvertes à laquelle les fournisseurs contribuent et à laquelle les utilisateurs (qu'ils soient des responsables de politiques gouvernementales, des entreprises en démarrage en technologie de l'éducation, des organisations à but non lucratif ou des chercheurs) peuvent accéder via API, télécharger et intégrer, qu'ils l'utilisent pour la transparence et les outils de navigation des apprenants, les produits commerciaux ou les politiques et la recherche. Ce modèle de « confiance dans les données d'apprentissage » devrait être coordonné et construit au sein d'institutions existantes telles que Statistique Canada et le CSCE, mais pourrait également être intégré à d'autres initiatives telles que le CIMT récemment lancé par le CMEC ou le registre ouvert d'attestations de Credential Engine.

3. Utiliser des leviers de financement pour obliger la production de rapports de résultats comparables et granulaires.

L'une des principales leçons à tirer des États-Unis est que leur système de déclaration des données sur l'éducation a été construit au fil des décennies sur la base d'exigences légales en matière de production de rapports liées au financement fédéral de l'aide aux étudiants.

Les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux du Canada devraient également utiliser leurs leviers réglementaires et de financement pour obliger la production de rapports de données comparables entre les types de fournisseurs et les provinces. La granularité de ces rapports devrait être au niveau des fournisseurs et des programmes. Les programmes d'aide financière aux étudiants conjoints fédéraux, provinciaux et territoriaux du Canada sont un levier potentiel évident. Coordonnés par des institutions comme le CMEC et le CSCE, des modèles de rapport et un schéma de données communs devraient être convenus, les provinces imposant la production de rapports par le biais de la réglementation ou comme condition à l'obtention de subventions de fonctionnement des universités et des collèges. En prenant exemple sur l'Australie, cela devrait inclure un cadre national alternatif d'informations d'attestation, avec des directives sur les rapports de résultats comme leurs exigences en matière d'informations critiques.

4. Lier les données sur les résultats postsecondaires à l'IMT pour les emplois et les compétences en demande.

Au cours des cinq dernières années, d'importants travaux ont été réalisés au Canada pour utiliser l'IMT afin de comprendre la variété des professions de la population active (à l'aide des codes de la CNP), de corréler les ensembles de compétences à ces professions (à l'aide de la taxonomie des compétences), puis d'évaluer la demande pour ces professions et compétences (à l'aide des offres d'emploi et des enquêtes sur la population active). Pourtant, il reste un net décalage entre l'éducation et les emplois et les compétences en demande sur le marché du travail. Les étudiants se demandent si les compétences qu'ils acquièrent seront pertinentes au moment où ils obtiendront leur diplôme, tandis que les employeurs se demandent si les diplômés ont les compétences nécessaires pour le poste. **La prochaine étape pour l'**écosystème de la main-d'œuvre au Canada devrait inclure la mise en correspondance des



programmes et attestations d'**EPS avec les emplois et les compétences sur le marché du travail, afin de fournir ce lien essentiel aux diplômés et aux employeurs.** Le renforcement de cette capacité devrait être un objectif clé du système d'IMT liée à l'apprentissage au Canada.

5. **Élaborer de meilleurs outils de transparence de l'EPS, ainsi que des conseils sur l'apprentissage professionnel.**

   Au Canada, il n'existe pas d'outil national de transparence pour comprendre et comparer les options et les résultats de l'enseignement supérieur, comme le *College Scorecard* aux États-Unis ou *ComparED* en Australie. Bien que ces types d'outils nécessitent l'infrastructure de données et d'accès granulaires comparables décrite ci-dessus, la **feuille de route du système de résultats de l'EPS du Canada devrait inclure ce type d'outil « ComparED Canada »**, développé avec des groupes d'**utilisateurs clés (p. ex., les élèves, les parents, les professionnels de l'orientation de la maternelle à la fin du secondaire et de l'EPS) et intégré dans les services d'orientation et de main-d'**œuvre des écoles secondaires afin de concentrer le soutien sur les apprenants qui en ont le plus besoin.

5. Conclusion

Comme on dit : *Mesurez ce qui compte*. Pour le système d'enseignement supérieur du Canada, comptant près de deux millions d'étudiants, 60 milliards de dollars de revenus annuels aux institutions publiques et servant d'institution économique et civique essentielle pour le pays, on pourrait penser que les résultats sont importants. Pourtant, comme le souligne ce rapport, les systèmes actuels en place au Canada pour le suivi des données sur l'enseignement postsecondaire et des résultats sont inadéquats et à la traîne des pays pairs.

Malgré tout, la confiance demeure forte envers le système d'enseignement postsecondaire du Canada, l'éducation des Canadiens pour leur carrière et leur vie civique, et l'accueil d'un grand nombre d'étudiants internationaux qui perçoivent clairement la valeur de ce que le pays offre. Le risque est que, à mesure que les pressions concurrentielles augmentent sur le marché de l'enseignement postsecondaire, une bonne réputation ne sera plus suffisante pour les apprenants exigeants, les employeurs, les bailleurs de fonds gouvernementaux et le public contribuable.

Que ce document soit un « appel à l'action » pour les dirigeants de l'enseignement supérieur, les responsables de politiques, les groupes d'étudiants et les autres parties prenantes clés du Canada. Il est temps d'ouvrir la boîte noire.

Recherche du Groupe CSA

Dans le but de favoriser l'adoption de solutions normatives fondées sur le consensus afin d'accroître la sécurité et de favoriser l'innovation, le Groupe CSA soutient et effectue des recherches dans des domaines qui visent les industries nouvelles ou émergentes ainsi que sur des sujets et des questions qui touchent une vaste gamme de parties prenantes actuelles et potentielles. Les résultats de nos programmes de recherche étaieront l'élaboration de solutions normatives futures, ils offriront aux industries des directives provisoires sur la conception et l'adoption de nouvelles technologies et ils contribueront à démontrer notre engagement continu envers l'édification d'un monde meilleur, plus sécuritaire et plus durable.

Le Groupe CSA s'efforce de fournir en tout temps des renseignements exacts et à jour. Toutefois, il n'offre aucune déclaration ni garantie, expresse ou implicite, quant à la mesure selon laquelle ces renseignements répondent à vos besoins particuliers. Toute utilisation de ces renseignements est à vos propres risques. Veuillez communiquer avec Groupe CSA pour obtenir de plus amples renseignements sur les services que nous offrons.

© 2024 Association canadienne de normalisation. Tous droits réservés.